

Session 5

L'école peut-elle encore s'adapter au monde ?

Françoise Benhamou

Cercle des économistes

C'est une thématique immense que celle de l'école. Afin de l'aborder, cette session partira de trois questions, celle des inégalités entre pays et au sein des pays, celle de l'évaluation, et celle de l'impact des nouvelles technologies, conçues comme une des voies, certes non suffisante, de l'adaptation de l'école au monde.

1. Adam Smith écrivait dans *La Richesse des nations* (1776) : « L'éducation de la foule du peuple, dans une société civilisée et commerçante, exige peut-être davantage les soins de l'Etat que celle des gens mieux nés et qui sont dans l'aisance. »

La littérature économique atteste de longue date du caractère public de l'investissement éducatif. Mais le fait que l'éducation puisse être considérée comme un bien public, générateur d'externalités, n'emporte pas nécessairement de conclusion sur le niveau optimal de cette dépense ni sur le niveau respectif de la dépense privée et de la dépense publique et sur l'efficacité de celui-ci. Dans son rapport annuel "Regards sur l'éducation 2012", l'OCDE établit une comparaison des efforts consentis en faveur de l'éducation par les pays développés¹. Même au sein des pays de l'OCDE le tableau 1 montre que

– La part du PIB affectée à l'éducation (tous niveaux confondus) va de 4,7% (République slovaque) à 8% (Corée) en 2009

– La part respective du privé et du public va de 61% (Corée) à 99% (Suède), avec une moyenne de 86%.

Les statistiques de la Banque mondiale permettent de connaître la part des dépenses éducatives publiques (y compris pour l'administration de l'éducation) dans le PIB (2010), pour la quasi-totalité des pays. Pour les 4 pays suivants, Brésil, Inde, Afrique du Sud et Cameroun, elle est respectivement de : 5,8%, 3,3%, 6% et 3,5%.

On aperçoit immédiatement la force des inégalités entre les pays du point de vue tout à la fois de l'effort global et de l'effort public.

2. L'inégalité s'exprime aussi au sein même des pays : on constate à cet égard qu'aux inégalités d'accès et de parcours s'ajoutent des inégalités de réussite.

Le programme PISA (*Program for International Student Assessment*) mené par l'OCDE vise à la mesure des performances des systèmes éducatifs des pays membres et non membres². La dernière enquête (2012) montre notamment, pour l'apprentissage des mathématiques, que :

– L'Australie, le Canada, l'Estonie, la Finlande, Hong-Kong, le Japon, la Corée, le Liechtenstein, les Pays-Bas et Macao allient performance élevée et égalité des possibilités d'apprentissage

– L'école tend à reproduire les inégalités socio-économiques. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les élèves issus de milieux socio-économiques plus favorisés obtiennent en mathématiques 39 points de plus – l'équivalent de près d'une année d'études – que les élèves issus de milieux moins favorisés. Les politiques éducatives destinées à restreindre les inégalités reposent sur l'affectation d'un plus grand nombre d'enseignants par élève dans les établissements défavorisés par comparaison avec les établissements favorisés. Mais l'étude montre que l'accroissement des ressources ne suffit pas, car les meilleurs enseignants fuient les établissements fréquentés par les élèves les plus défavorisés ; l'alliance de mécanismes de détection précoce des difficultés (Finlande), de programmes

¹ http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/education/regards-sur-l-education-2012_eag-2012-fr#page259

² Leur publication est triennale. La première étude fut menée en 2000.

d'allongement de la journée de classe (Allemagne), d'encouragement au travail en petits groupes (Israël) semble efficace.

Les inégalités sont aussi importantes au sein d'un pays selon le genre et selon la région. En Inde, de 1985 à 2007, le taux d'alphabétisation des enfants est passé de 60 à 80%. Mais ce taux, pour la population adulte, est de 70 % pour les hommes et de 48% pour les femmes. Toujours en Inde, si dans l'État de Kérala, la quasi-totalité des enfants est scolarisée en école primaire, dans l'État du Bihar, seul un enfant sur 2 est scolarisé³.

Trop nombreux sont enfin les pays où l'éducation n'est pas conçue comme un droit pour les filles.

4. Les technologies peuvent-elles aider à lutter contre l'illettrisme d'une part et d'autre part à améliorer la circulation des apprentissages ?

Les sommes investies et les attentes sont importantes. Deux illustrations en témoignent.

– Le programme *The Hole in the Wall*, lancé par Dr. Sugata Mitra⁴ en janvier 1999, visant à déterminer si les groupes d'enfants peuvent apprendre à utiliser des ordinateurs et Internet de façon autonome, portait sur 24.000 enfants en Inde, au Cambodge, en Egypte et en Afrique du Sud ; l'ordinateur était placé en libre accès à l'extérieur, proposait des jeux éducatifs et permettait l'acquisition de compétences de base améliorant l'employabilité des jeunes. Les résultats ont été très encourageants.

– Les MOOCs (Massive open online course) sont des conférences proposées gratuitement sur des plateformes par des chercheurs et des professeurs d'université. Les plus connus sont aussi bien privés que publics : Coursera et Udacity (Stanford), edX (Harvard et le MIT). Interviewé par le magazine *Spectrum* le président de Stanford, John L. Hennessy, a d'ailleurs prédit la fin de la salle de classe : « [l'éducation en ligne] va changer le monde et la façon dont nous pensons l'éducation. Des institutions comme Stanford peuvent mettre en œuvre des expérimentations, essayer différentes choses, penser différents modèles. Nous pouvons faire ce que d'autres institutions n'ont pas les moyens d'assumer financièrement, et elles peuvent apprendre grâce à notre expérience ». Le succès est considérable, emporte l'enthousiasme, même s'il soulève des questions importantes : risque de standardisation des formats pédagogiques, d'affaiblissement de la diversité linguistique et conceptuelle, problème de la fracture numérique, les étudiants de certaines régions du monde n'ayant qu'un accès limité, faute de bande passante, au visionnage en streaming ou au tutorat en ligne, question de la certification de la qualité.

L'adaptation de l'école au monde passe alors par la multiplication des expériences et des évaluations, dans une démarche qui sait allier effort public et privé d'un côté, et, d'un autre côté, pouvoir du législateur et de l'administration (stratégie « top down ») mais aussi force des pratiques « bottom up » ou de terrain, éventuellement moins coûteuses pour une efficacité analogue.

Tableau 1. Dépenses d'enseignement **en % du PIB** selon la provenance du financement (2009)

Pays	Dépenses publiques	Dépenses privées	Total	Dépenses publiques/Total
Australia	4.5	1.5	6	75
Austria	5.7	0.2	5.9	97
Belgium	6.4	0.3	6.7	96
Canada	4.8	1.3	6.1	79
Chile	4.3	2.6	6.8	63
Czech Republic	4.2	0.6	4.8	88
Denmark	7.5	0.3	7.9	95

³ Voonet, Le problème de l'éducation des filles en Inde, journée « Femmes et développement : ici et là-bas », Créteil 13 Novembre 2011, www.srutiaassociation.org

⁴ Responsable de recherche au NIIT (National Institute of Information Technologies). <http://www.hole-in-the-wall.com/>

Estonia	5.9	0.4	6.3	94
Finland	6.3	0.1	6.4	98
France	5.8	0.5	6.3	92
Germany	4.5	0.8	5.3	85
Greece	m	m	m	m
Hungary	4.8	m	m	m
Iceland	7.3	0.7	8.1	90
Ireland	6.0	0.4	6.3	95
Israel	5.8	1.3	7.2	81
Italy	4.5	0.4	4.9	92
Japan	3.6	1.7	5.2	69
Korea	4.9	3.1	8.0	61
Luxembourg	m	m	m	m
Mexico	5.0	1.2	6.2	81
Netherlands	5.3	0.9	6.2	85
New Zealand	6.1	1.3	7.4	82
Norway	6.1	m	m	m
Poland	5.0	0.8	5.8	86
Portugal	5.5	0.4	5.9	93
Slovak Republic	4.1	0.6	4.7	87
Slovenia	5.3	0.7	6.0	88
Spain	4.9	0.7	5.6	88
Sweden	6.6	0.2	6.7	99
Switzerland	5.5	m	m	m
Turkey	m	m	m	m
United Kingdom	5.3	0.7	6.0	88
United States	5.3	2.1	7.3	73
OECD average	5.4	0.9	6.3	86
Average EU 21	5.5	0.5	6.0	

Source OCDE